



Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Communiqué de presse

Paris, le 16 mars 2020

## **Confinement** : pour les ser- vices publics et la solidarité

Ce lundi 16 mars, le président Macron a annoncé mettre en œuvre le confinement sur tout le territoire français. Les déplacements devront être réduits mais restent permis pour les salarié-e-s qui ne peuvent basculer en télétravail. Si cette disposition reste en l'état il s'agirait d'une mesure de classe qui exposerait des centaines de milliers de salarié-e-s et toutes celles et ceux avec qui ils et elles seront en contact. Dans une telle période, ce sont les fonctions essentielles qui doivent être maintenues, en garantissant des mesures de protections pour ces travailleurs et travailleuses.

Si des mesures permettant d'enrayer la pandémie sont nécessaires, elles doivent se prendre dans le respect de la démocratie. Des lois seront prises en urgence, donnant le droit au gouvernement de légiférer par ordonnance. La crise sanitaire ne doit pas induire la suspension de l'état de droit. La rhétorique guerrière du président ainsi que l'appel à l'Union nationale n'est pas à ce titre pour nous rassurer. Nous serons vigilant-e-s quant au respect des libertés publiques et des droits fondamentaux. Nous serons également vigilant-e-s quant aux restrictions concernant les droits et garanties des fonctionnaires. Par ailleurs, partout en solidarité, des enseignant-e-s se sont par exemple porté-e-s volontaires pour assurer l'accueil des enfants des soignant-e-s.

Le président a annoncé que les projets de loi seraient suspendus et notamment sur la réforme des retraites. Il a fallu une crise sanitaire pour suspendre une réforme massivement contestée depuis plusieurs mois par la population, ce qui est le minimum dans la période. Une fois la crise sanitaire surmontée, il nous restera à poursuivre notre combat contre la politique de casse sociale et pour imposer des choix de sociétés plus justes et plus sûrs pour l'avenir.

**Fédération SUD Éducation**

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



Dans l'éducation, aucune nouvelle annonce n'est venue modifier ce que nous savions déjà : fermeture des écoles, collèges, lycées et universités jusqu'à nouvel ordre, et service d'accueil pour les enfants de personnels indispensables au système de santé. Nous dénonçons toujours les conditions anxiogènes dans lesquelles cette mesure a été mise en place durant les derniers jours. Nous revendiquons toujours qu'aucun personnel n'ait à se rendre sur son lieu de travail pour rien, et demandons que des conditions sanitaires préservant la santé des personnels soit mises en place pour celles et ceux qui choisiront de prendre en charge les enfants des soignant-e-s. En ce qui concerne l'enseignement à distance et le télétravail, les personnels ont pu constater ce jour le fait que rien n'était prêt. Au-delà, pour SUD éducation, l'urgence n'est pas à la mise en œuvre précipitée et hasardeuse du télétravail, mais à la préservation de la santé des personnels et plus largement de la population.

Le président fait mine de découvrir l'importance du service public, de santé en particulier, dans l'effort d'endiguement de l'épidémie. C'est un scandaleux jeu de dupe pour un homme qui a consacré sa carrière notamment politique au démantèlement de ces mêmes services publics au profit des capitalistes. Les 300 milliards mis sur la table pour sauver les entreprises montrent que de l'argent, il y en a, et il aurait dû servir aux services publics, notamment de santé, bien plus tôt.

S'il faut "tirer toutes les conséquences" de cette période, comme le dit Macron, voici les nôtres. La crise épidémique montre les limites du système capitaliste, de la mondialisation, ainsi que les échanges de marchandises. Il montre la faillite d'un système vorace dévorant les services publics, l'écosystème et les solidarités.